



Conclu entre, d'une part,

L'ANGDM,

Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs,

N° siret : 16009253001006  
dont le siège est situé à Paris (75019), 1-3 avenue de Flandre

Représentée par le Directeur général,  
Ci-après dénommée « le prêteur »,

Et, d'autre part

**La société XXXXX**

N° Siret : 41223975800078  
dont le siège social est situé au XXXXXXXXXXXXXXX

Représentée par :  
En sa qualité de : XXXXX Ci-après dénommée « l'utilisateur »,

Il est convenu ce qui suit :

#### IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prêteur met un de ses salariés, Monsieur XXXXX à disposition de l'utilisateur, dans le cadre d'un prêt de main- d'œuvre à but non lucratif, prévu à l'article L.8241-2 du Code du travail.

La caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines est propriétaire d'une résidence de vacances à Saint Gildas de Rhuys. Depuis 2014 elle a confié la gestion de cette résidence de vacances à l'ANGDM.

L'ANGDM a confié la gestion de ce centre de vacances à un tiers gestionnaire, l'utilisateur, et ce, dans le cadre du marché public n° 202X-0X.

L'ANGDM emploie deux salariés à temps plein affectés à la résidence de vacances Saint Gildas de Rhuys. Conformément au cahier des clauses techniques particulières l'ANGDM met ces deux salariés à la disposition du titulaire du marché.

## ARTICLE 1 — OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition par le prêteur de Monsieur XXXXX, employé en qualité de XXXXX qui exécutera auprès de l'utilisateur la mission suivante, conformément à l'avenant au contrat de travail signé avec le salarié le XX/XX/XXX,

Liste des principales missions du salarié

- 

## ARTICLE 2 — DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est conclue pour la durée d'exécution du marché n° 202X-0X.

La présente convention pourra toutefois s'achever avant le terme fixé ci-dessus dans les cas suivants :

- en cas de non-respect par l'une des deux parties signataires des obligations fixées à la présente convention. La partie constatant ce non-respect devra, préalablement, mettre en demeure l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception de régulariser la situation ;
- en cas de commun accord des parties signataires de la présente convention
- en cas de rupture du contrat de travail du salarié, que celle-ci résulte de son initiative ou du prêteur, La présente convention cessera alors à la fin du préavis résultant du mode de rupture du contrat de travail.

La rupture de la présente convention entraîne la cessation des effets de l'article 6, dans son intégralité, prévus dans l'avenant au contrat de travail conclu le XX/XX/XXXX entre le prêteur et Monsieur XXXXX dans le cadre de cette mise à disposition.

## ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIERES DE LA MISE À DISPOSITION

Monsieur XXXXX continuera d'être rémunéré par le prêteur durant sa mise à disposition auprès de l'utilisateur. Monsieur XXXXX continuera de bénéficier de l'intégralité des avantages salariaux légaux, conventionnels ou autres dont il jouit auprès du prêteur.

## ARTICLE 4 - MAINTIEN DU LIEN DE SUBORDINATION AVEC LE PRÊTEUR ET CONDITIONS D'EXECUTION DU TRAVAIL

Le lien de subordination étant maintenu exclusivement entre le prêteur et Monsieur XXXXX, le prêteur continuera d'exercer une autorité hiérarchique sur Monsieur XXXXX pendant toute la mise à disposition.

L'utilisateur exercera sur le salarié mis à disposition une simple autorité fonctionnelle, nécessaire à la bonne exécution de la mission

L'utilisateur sera responsable pendant toute la durée de la mise à disposition, des conditions d'exécution du travail de Monsieur XXXXX notamment de la durée du travail, de l'hygiène et de la sécurité, le travail de nuit, jours fériés et repos hebdomadaire.

En conséquence, Monsieur XXXXX suivra les horaires de travail en vigueur au sein de l'entreprise utilisatrice qui transmettra au prêteur chaque semaine un relevé des heures effectuées par Monsieur XXXXX et contresigné par ce dernier.

Le temps de travail étant aménagé sous forme de modulation sur l'année civile, l'entreprise utilisatrice s'engage à remettre à Monsieur XXXXX le programme indicatif de la répartition de la durée du travail et ce, au moins 2 semaines avant toute nouvelle période de modulation.

Il est rappelé que l'utilisateur s'est engagé, dans le cadre du marché n° 202X-0X à ce que son activité s'exerce dans le respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur. Il en découle qu'il est notamment responsable du respect de la législation relative à la durée du travail (durées maximales, repos journalier, repos hebdomadaire, décompte des horaires de travail, jours fériés, congés, repos compensateur et contingent d'heures supplémentaires).

Il est également rappelé que l'utilisateur s'est engagé à embaucher le personnel saisonnier nécessaire au bon fonctionnement du centre de vacances durant toute la saison. En aucun cas, l'utilisateur ne pourra s'affranchir du respect de la réglementation relative à la durée du travail pour ce qui concerne Monsieur XXXXX au motif qu'il manquerait de main d'œuvre. Une telle violation de ses obligations contractuelles entraînerait une pénalité et ce, conformément à l'article XX du cahier des clauses administratives particulières. A partir du 3<sup>e</sup>° constat de violation de ses obligations contractuelles en matière de règlement relative à la durée du travail, le prêteur embauchera le personnel intérimaire nécessaire et en refacturera le coût à l'utilisateur.

L'utilisateur est responsable de la fourniture à Monsieur XXXXX des équipements de protection individuelle, lorsqu'ils existent.

Monsieur XXXXX respectera également les règles propres de sécurité en vigueur au sein de l'entreprise utilisatrice. Cette dernière réalisera des actions d'information et de formation à destination de Monsieur XXXXX en matière de sécurité, préalablement à la prise du poste qui lui est attribué.

#### ARTICLE 5 - ACCIDENT DU TRAVAIL

L'utilisateur s'engage à informer immédiatement le prêteur de tout accident de travail dont serait victime Monsieur XXXXX afin de permettre au prêteur de procéder à la déclaration de l'accident du travail dans les délais requis.

#### ARTICLE 6 — CONFIDENTIALITE

Le prêteur s'engage à assurer la stricte confidentialité des informations auxquelles le personnel mis à disposition a accès, dans le cadre de l'exécution de cette présente convention

Fait à Paris en trois exemplaires originaux.  
(Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »)

Pour le prêteur,  
Le Directeur général

Pour l'utilisateur,  
Le gérant